

# Pétards et bougies inondent trottoirs et marchés

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5492 - Mardi 12 octobre 2021 - Prix : 10 DA

Coronavirus

## Les contaminations sous la barre des 100 cas/jour

Le Brent à plus de 84 dollars

## Nouvelle hausse des prix du pétrole

### Sommet de la Ligue arabe à Alger : celui du retour de la Syrie ?

Par Mohamed Habili

**L**e prochain sommet de la Ligue arabe est censé se tenir prochainement à Alger. Il se trouve que pour l'heure c'est à peu près tout ce qu'il est possible de savoir le concernant. Sa date n'a toujours pas fait l'objet d'une annonce officielle, ni par le secrétariat de l'organisation ni par le pays hôte. Depuis le temps qu'il est cependant question de ses préparatifs, c'est dans les semaines à venir qu'il devrait en principe avoir lieu. Or, il y a quelque temps, le secrétaire général de la Ligue, Ahmed Abou Gheit, a eu l'occasion de déclarer que le sommet d'Alger se tiendrait non pas cette année, comme tout jusque-là le laissait supposer, mais le 22 mars prochain de l'année prochaine, date du 77<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de la Ligue arabe, créée ce même jour en 1945. Il semble bien que si à Alger comme au Caire, on prend un certain soin à être évasif sur la date de la tenue, c'est que du côté de la diplomatie algérienne tout au moins, on veut d'abord s'assurer du succès de l'entreprise avant de s'y mettre. Qu'est-ce que cela peut bien être par les temps qui courent un sommet réussi de la Ligue arabe ?

Suite en page 3

### Diplomatie, spéculation, émigration, vaccination...

# Mises au point éthiques et recadrages politiques de Tebboune



PH/D.R.

Lors de sa rencontre périodique avec des représentants de médias nationaux, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a abordé nombre de questions nationales et régionales. Par Louisa Ait Ramdane page 2

Mostaganem

## Une rentrée universitaire avec des défis en perspective

Avancement de l'autoroute de Béjaïa

## Le wali presse les entreprises d'accélérer les travaux

Diplomatie, spéculation, émigration, vaccination...

# Mises au point éthiques et recadrages politiques de Tebboune

■ Lors de sa rencontre périodique avec des représentants de médias nationaux, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a abordé nombre de questions nationales et régionales.



Ph/D. R.

Par Louisa Ait Ramdane

Le Président Tebboune a exclu le recours à la vaccination obligatoire dans le cadre de la lutte anti-Covid-19, indiquant que 11 millions d'Algériens avaient été vaccinés à ce jour.

Il a rappelé, dans ce cadre, que la vaccination demeure un «acte technique et médical» auquel ont recours tous les pays, mettant en garde contre une nouvelle vague de la pandémie.

Le Président Tebboune a en outre rassuré que l'Algérie, en plus d'être un pays producteur du vaccin anti-Covid-19, dispose de «quantités suffisantes de doses». «L'efficacité du vaccin est prouvée scientifiquement et dès le début, nous avons insisté sur le vaccin comme solution», a mis en avant le chef de l'Etat, ajoutant qu'il est inconcevable de refuser le vaccin maintenant qu'il est disponible. Et de déplorer que «l'Algérie est loin d'atteindre l'immunité collective à laquelle nous aspirons, en raison du recul relatif de la vaccination qui avait connu une cadence accélérée au début de l'opération».

Appelant l'ensemble des syndicats au dialogue pour le traitement des problèmes, le Président Tebboune a fait savoir que «des instructions ont été données à tous les secteurs pour ouvrir le débat sur la révision des statuts et des salaires». «Une telle démarche nécessite du temps et il est inutile de recourir à l'anarchie pour la revendication des droits», a-t-il ajouté. Sur un autre volet, le président de la République a mis en avant les efforts de l'Etat en matière de développement économique et d'exportations hors hydrocarbures, dont le niveau n'avait jamais été atteint depuis 25 ans.

## Criminalisation de l'acte de spéculation

L'acte de spéculation commis par des intrus sans scrupules

exploités par des bandits aux fins de semer l'anarchie – des bandits animés par des motifs politiques –, sera criminalisé. «Ma décision est prise et j'en ai informé le ministre de la Justice, garde de Sceaux : la prochaine réunion du Conseil des ministres verra la présentation d'une loi incriminant les spéculateurs qui encourront une peine de pas moins de 30 ans de prison, qui pourrait aller jusqu'à la perpétuité, voire la peine capitale», a-t-il soutenu. «Nous frapperons les spéculateurs d'une main de fer et traquerons les lobbies politiques qui sont derrière cet acte, qui aurait pu mener à une explosion sociale, notamment à la lumière de la propagation de la pandémie de Covid-19. Nous serons sans merci avec ceux qui tentent d'entamer la détermination de l'Armée blanche, et dont l'implication est établie. Ceux-là encourront la peine capitale», a-t-il ajouté.

## L'Etat déterminé à absorber les fonds du marché parallèle

L'Etat est déterminé à absorber les fonds circulant sur le marché parallèle par le biais de plusieurs moyens et mécanismes, en tête desquels la finance islamique.

Le Président Tebboune a indiqué qu'il était possible d'absorber, de mille et une manières, les fonds du marché parallèle, citant entre autres méthodes, «la finance islamique qu'il convient de généraliser, à travers l'ouverture de nouvelles banques».

Il a mis l'accent, à cet égard, sur l'impératif d'ouvrir un dialogue avec les propriétaires de ces fonds, ce phénomène s'étant enraciné et qui remonte à l'ouverture de l'importation au secteur privé au début des années 90, une démarche, a-t-il dit, qui n'était pas accompagnée de contrôle nécessaire. «Cette économie a été autorisée par l'Etat. Elle est devenue forte durant la décennie noire, puis s'est déve-

loppée pour atteindre actuellement 10 000 mds DA», a expliqué Tebboune.

Ainsi, l'Etat œuvrera à la récupération des fonds circulant sur le marché parallèle via plusieurs moyens, y compris l'éventuel recours à l'investissement dans des titres anonymes et sans impôt, a-t-il poursuivi.

Toutefois, le chef de l'Etat a écarté la possibilité de recourir au changement de la monnaie nationale comme solution pour attirer la masse monétaire circulant sur le marché parallèle, estimant que cette mesure était susceptible de créer de longues files d'attente et compliquer la vie des simples citoyens.

## Pas de recours à l'endettement extérieur

Le président de la République a réitéré l'engagement de l'Algérie à ne pas recourir à l'endettement extérieur, le considérant «comme un suicide politique pour le pays».

Il a indiqué que «le Fonds monétaire international agit comme s'il préparait le terrain à l'endettement. Nous n'opterons jamais pour ce choix, c'est impensable. Nous ne mènerons pas le pays vers un suicide politique».

A cet effet, il s'est dit sceptique vis-à-vis des recommandations du FMI qui prône le report de la mise en œuvre de réformes structurelles, affirmant que «l'Etat algérien poursuivra ces réformes en toute souveraineté».

## Le Président Tebboune qualifie les chiffres de Darmanin de «gros mensonge»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a qualifié de «grand mensonge» les chiffres avancés par le ministre français de l'Intérieur, Gérard Moussa Darmanin, qui a évoqué 7 000 migrants irréguliers qui seraient de nationalité algérienne et que Paris veut expulser.

Il a expliqué qu'entre la liste parvenue à l'Algérie en 2020 et les trois autres listes de 2021, «il y a un total de 94 cas, dont 21 ont été autorisés à rentrer en Algérie, 16 ont été carrément refoulés et n'entreront jamais en Algérie en raison de leur implication dans le terrorisme».

Parmi ces 94 individus, il a précisé qu'«il y a eu aussi des personnes impliquées dans l'extrémisme en France, un ou deux binationaux, alors que d'autres n'ont pas de famille en Algérie».

Pour rappel, les chiffres avancés par le ministre français de l'Intérieur ont été communiqués à la presse locale. A ce propos, le président de la République a indiqué que «ces choses ne se règlent pas par le biais de la presse», précisant qu'«il y a des règles pour préserver la souveraineté d'un pays». «Même s'il y a des problèmes (entre les deux pays), on ne va pas pérorer dans un journal pour le populisme et la campagne électorale», a-t-il ajouté.

Le Président Tebboune a, en outre, fait observé que «ce mensonge a servi de socle à des choses non conventionnelles entre deux pays. Certaines de ces paroles malheureuses ont été dites sur un peuple et un Etat», relevant que «cela nous rappelle celui qui voulait sortir le karcher pour nettoyer les banlieues».

Concernant la réduction du nombre de visas accordés par la France aux Algériens, le Président Tebboune a affirmé que «cela est une affaire de souveraineté pour chaque Etat, mais à condition que les Accords d'Evian et ceux de 1968 soient respectés». Il a expliqué que le cas de l'Algérie «demeure à part, car il y a des accords avec la France», refusant ainsi que l'Algérie «soit mélangée à d'autres pays».

## «Le retour de l'ambassadeur d'Algérie à Paris est conditionné par le respect total de l'Etat algérien»

Le Président Tebboune est revenu sur les derniers développements des relations entre Paris et Alger. Invité à s'exprimer sur les dernières déclarations du président Français à l'encontre de l'Algérie et de ses institutions, le président de la République a rappelé, dans ce contexte, que «la France doit oublier que l'Algérie était une colonie». «Le retour de l'ambassadeur d'Algérie à Paris est conditionné par le respect total de l'Etat algérien», a indiqué le chef de l'Etat, soulignant que «l'Histoire ne peut être falsifiée et les relations avec la France relèvent de la responsabilité de tout un peuple... de toute une histoire».

## Le chef de file du MAK «doit être livré» à l'Algérie

Le Président Tebboune a évoqué également les mandats

d'arrêt internationaux émis par l'Algérie contre ceux qui constituent des menaces pour sa sécurité et son intégrité, citant le chef de file du Mouvement séparatiste et terroriste MAK, Ferhat Mehenni. «Le chef de file du Mouvement séparatiste et terroriste "MAK", Ferhat Mehenni, doit être livré à l'Algérie», a indiqué le président, soulignant détenir des preuves qu'il est terroriste. «Nous continuons à demander à ce que le chef de file, le terroriste du MAK nous soit livré. C'est un terroriste, il le dit et nous avons des preuves quant à la collecte de fonds (menée par le MAK) pour l'achat d'armes», a affirmé le Président Tebboune. Il a souligné que le chef de file du MAK bénéficie de «la bénédiction du pays où il a trouvé des échos médiatiques et autres».

A une question relative à la coopération de la France en ce qui concerne le mandat d'arrêt de Ferhat Mehenni, le Président Tebboune a affirmé avoir exigé de ce pays qu'«il l'applique», relevant que «pour le moment, il n'y a rien et c'est un silence qui signifie refus».

En ce qui concerne l'implication du Maroc dans les feux de forêt ayant ravagé l'été dernier plusieurs wilayas du pays, notamment celle de Tizi-Ouzou, le président de la République a précisé qu'«il est prouvé par l'image et le son que ce pays est partie intégrante de ce qu'a fait le MAK. Ce sont des faits et pas des accusations (sans fondement)», relevant qu'il s'agit «d'une atteinte à l'unité nationale».

Il a rappelé, dans ce sens, que les décisions prises par l'Algérie en réponse au Royaume du Maroc ne sont en fait qu'une réaction, excluant à ce sujet une quelconque médiation avec ce pays.

S'agissant du dossier du Sahara occidental, le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a souligné que «l'ONU est appelée à s'acquitter de son rôle dans la décolonisation de ce territoire, une question inscrite à l'agenda de sa 4<sup>e</sup> Commission». Dans le même contexte, le Président Tebboune a évoqué la situation en Tunisie, réaffirmant que «ce qui touche la Tunisie nous touche et qui conque serait tenté de menacer sa sécurité nous trouvera face à lui».

Concernant la situation en Libye, le président de la République a réitéré que les élections étaient la solution définitive à la crise dans ce pays, estimant qu'il n'était pas obligatoire que la tenue de ces échéances intervienne le même jour et qu'elles pouvaient, par exemple, s'étendre sur deux mois. Pour ce qui est de la crise au Mali, l'Algérie estime que «la solution passe par l'encouragement du développement et l'unification du Nord et du Sud», a rappelé le président de la République.

L. A. R.

Prolifération de vendeurs illicites de produits pyrotechniques

# Pétards et bougies inondent trottoirs et marchés

■ A une semaine de la fête du Mouloud, les vendeurs illicites de produits pyrotechniques inondent nos marchés mais aussi nos rues. Ils proposent des «bombes» à des prix inaccessibles, mais certains parents cèdent aux caprices de leurs enfants, mais surtout aux leurs.

Par Thinhinene Khouchi

Le Mouloud aura approché à grands pas et contrairement à l'année passée où ces produits interdits et dangereux étaient en nette diminution, actuellement dans les différents quartiers de la capitale, les pétards envahissent le marché mais aussi les rues et ce, depuis déjà une semaine. D'importantes quantités passent à travers les mailles du filet des douanes pour finir sur les étals des commerçants informels qui poussent partout, à Clauzel, place des Martyrs, Meissonnier, Bab El Oued... La nouveauté de cette année, c'est que les bougies sont proposées sous différentes formes et couleurs avec des prix qui peuvent aller de 200 DA l'unité à 800 DA. Pour ce qui est des pétards, on retrouve cette année encore les fameux Double bombe et Mergueza, Chitana, Zerbout, volcan, Zidane, Zenga... de 70 à 90 DA l'unité et entre 250 et 500 DA, selon le nombre d'unités. Pour «El bouk», il est proposé à 600 DA la pièce et 2 200 DA la cartouche. «Prix

négociable», me dira un vendeur ambulancier à Meissonnier. Le prix des fusées de 6 est de 2 200 DA, un paquet de double miche est de 500 DA, sans oublier les fumigènes qui coûtent entre 3 500 et 4 500 DA. Les prix sont ahurissants, mais ce qui surprend le plus, c'est que malgré cette cherté, la hausse des prix qui a touché les différents produits alimentaires et la dégradation du pouvoir d'achat, certains Algériens continuent d'acheter ces pétards ! c'est le cas de Mouloud, père de trois enfants, rencontré hier au Marché de Ain Benian. «Chacun est responsable de ses actes. Achoura et le Mouloud se fêtent comme il se doit. J'ai trois gosses. Je vois mal les enfants des voisins s'éclater sur les balcons et dans le quartier pendant que, moi, je laisse les miens dans une ambiance morose. Je dépense entre 3 000 et 4 000 DA. C'est mille fois rien !». Un jeune revendeur raconte : «Ils parlent de cherté, mais dès qu'il y a une fête, les Algériens cassent leur tirelire et tant mieux pour nous». Par ailleurs, certains parents évitent l'achat de ces «bombes». Selon Hocine, père de deux enfants : «J'ai un fils âgé



Ph.E. Soraya/J. A.

de 16 ans, et je ne lui ai jamais acheté un pétard. C'est une perte d'argent et un danger». Enfin, à ce sujet, plusieurs praticiens de la santé mettent en garde contre les dangers que présente l'utilisation des produits pyrotechniques durant la célébration des fêtes religieuses. «Chaque année, des accidents surviennent et mettent en danger la vie des individus et, pour beaucoup, la fête tourne au drame», nous dira Malek, médecin généraliste à Ain Benian. Dans ce sens,

notre interlocuteur note que les produits pyrotechniques représentent «un danger réel et peuvent provoquer de graves accidents qui menacent l'intégrité physique des citoyens, des familles et du voisinage». Dans cette série de conseils, il a souligné également que les produits pyrotechniques peuvent être à l'origine d'incendies, relevant que la puissance de certaines déflagrations «endommage les oreilles en entraînant la détérioration de l'ouïe». T. K.

Le Brent à plus de 84 dollars

## Nouvelle hausse des prix du pétrole

Les prix du pétrole poursuivent leur hausse, entamée depuis plusieurs semaines. Des seuils non atteints depuis des mois ont été enregistrés par les cours de l'or noir, qui profitent de la reprise économique et de la forte demande exprimée. Hier, les cours du pétrole battaient de nouveaux records, dans un contexte de forte demande énergétique en Asie, alors que l'offre reste contrainte, le gaz ne bénéficiant cependant pas de cet élan haussier. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre gagnait 2 % par rapport à la clôture de vendredi, à 84,04 dollars à Londres, peu après avoir touché 84,27 dollars, une première depuis le 10 octobre 2018. A New York, le baril de WTI pour le mois de novembre prenait 2,36 % à 81,22 dollars, peu après

avoir touché 81,58 dollars, un prix plus vu depuis le 30 octobre 2014. Les deux contrats de référence du brut, faut-il le rappeler, ont déjà grimpé de plus de 4 % la semaine dernière, une hausse qui «se poursuit dans les échanges matinaux d'aujourd'hui (lundi)», constatent les analystes, cités par l'agence APS. «Les préoccupations autour de l'énergie au sens large continuent d'offrir un soutien au marché pétrolier», ont-ils expliqué. La demande est particulièrement forte en provenance d'Asie : l'économie chinoise dépasse désormais ses niveaux pré-pandémie et a besoin de produire davantage d'électricité pour faire tourner ses usines, en proie à des pannes de courant, est-il indiqué. Très dépendante du charbon, lequel assure 60 % de sa production électrique, la Chine essaye de diversifier ses sources d'approvi-

sionnement, ce qui entraîne les prix du pétrole mais aussi du gaz vers le haut. Après une folle semaine qui l'aura vu battre mercredi un record historique à 162,12 euros le mégawattheure (MWh), le marché de référence du gaz européen, le TTF (Title Transfer Facility) néerlandais, abandonnait 1,83 % à 86,00 euros, un prix cependant trois fois supérieur à celui de mi-juin.

Ainsi, «la course à l'approvisionnement énergétique de l'Asie et de l'Europe sur les marchés du gaz naturel et du charbon continue de fournir un solide soutien aux prix du pétrole», a relevé l'analyste Jeffrey Halley. Pour rappel, le cours du pétrole brut de référence outre-Atlantique, le WTI, a franchi en séance vendredi les 80 dollars le baril pour la première fois depuis fin 2014 dans un marché de l'énergie ragailardi par une demande en

plein envol, une production limitée et un dollar un peu plus faible. A Londres, le Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre a gagné 0,53 % ou 44 cents pour terminer à 82,39 dollars. En séance, il a effleuré son dernier plus haut enregistré hier à 83,47 dollars. Le P-dg de Sonatrach, Toufik Hakkar, s'exprimant lors d'un point de presse avant-hier, a expliqué que l'augmentation des prix énergétiques sur les marchés européens est due à un déséquilibre «important» entre l'offre et la demande suite au passage de plusieurs pays du vieux continent à des contrats d'approvisionnement à court terme. Cette hausse fait suite à la politique européenne qui a privilégié le recours aux contrats à court terme aux dépens de contrats à long terme, a-t-il indiqué.

Aomar Fekrache/Agence

Transport aérien

## 24 vols internationaux supplémentaires de et vers Alger dès la semaine prochaine

Le ministère des Transports a annoncé, hier, un nouveau programme de vols internationaux qui sera appliqué dès la semaine prochaine, portant augmentation du nombre des vols de et vers Alger de 24 vols hebdomadaires.

En vertu de ce nouveau programme, le nombre des vols de et vers Alger augmentera de 12 vols hebdomadaires qui seront

pris en charge par Air Algérie, a indiqué un communiqué du ministère.

Le programme prévoit deux vols hebdomadaires vers les Emirats arabes unis (Dubai), deux vols hebdomadaires vers la Grande-Bretagne (Londres), deux vols vers l'Allemagne (Frankfurt) passant à 3 par semaine, deux vols vers l'Italie (Rome) passant à 3 par semaine, deux

vers la Turquie (Istanbul) passant à 4 par semaine, 2 vols vers l'Espagne (Barcelone) passant à 4 par semaine, selon la même source.

Dans le cadre de la réciprocité, les compagnies aériennes étrangères activant en Algérie programmeront le même nombre de vols 12 pour atteindre un nombre global des vols supplémentaires de 24 vols hebdo-

madaires de et vers Alger, a ajouté le ministère.

Ce nouveau programme intervient en application de la décision du président de la République et s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement pour l'appui du programme actuel des vols d'Air Algérie vers les différentes destinations internationales, conclut le communiqué. B. T.

## Sommet de la Ligue arabe à Alger : celui du retour de la Syrie ?

Suite de la page une

Sous cette forme, cette question, bien que semblant prendre le taureau par les cornes, n'est pas assez précise. Pour l'être tout à fait, sa formulation devrait tenir compte du pays hôte, en l'occurrence l'Algérie. Les conditions du succès ne sont pas forcément les mêmes pour tous les pays organisateurs possibles, à tout le moins dans les circonstances actuelles. Tout se passe comme si notre pays ne voit pas d'intérêt à abriter un sommet dont les conditions de réussite ne seraient pas réunies, et sinon toutes du moins les principales d'entre elles au regard du moment. Dans le contexte actuel, faire d'un sommet de la Ligue arabe un succès, c'est d'abord et avant tout, du point de vue algérien, parvenir à faire réoccuper à la Syrie son siège au sein de l'organisation, un droit dont elle est injustement privée depuis maintenant une décennie. Sans doute n'est-ce pas là tout ce qu'Alger aimerait faire porter à son actif lors du prochain sommet, le monde arabe connaissant d'autres questions en quête de résolution, mais rendre à Damas son siège n'en reste pas moins la tâche la plus urgente. Beaucoup ont cru que son isolement dans la région serait brisé à Bagdad, lors de la conférence réunissant les pays voisins de l'Irak à l'initiative de ce dernier, de même que les grandes puissances, réunion tenue dans la capitale irakienne à la fin du mois d'août. Cette occasion a été ratée, peut-être davantage du fait des réticences ou du rejet de certains participants envers la présence de la Syrie que du choix délibéré de l'Irak de l'en exclure. Mais le courage dont l'Irak n'a pas fait preuve à cette occasion, tout porte à croire qu'il ne manquera pas à Alger, d'autant que lui n'a jamais rompu avec Damas. Il convient d'ajouter que l'opposition au retour de la Syrie s'est transformée depuis quelque temps déjà en simples réticences chez ces mêmes pays, les monarchies du Golfe pour l'essentiel, qui avaient par le passé obtenu sa suspension. Or même cette réticence est en train de se fissurer, comme en atteste le récent rapprochement entre la Syrie et la Jordanie. Les temps sont mûrs pour que le sommet d'Alger soit celui de la récupération par la Syrie de ses droits de membre à part entière de la Ligue. Ce qui à son tour ne manquera pas de l'aider à sortir plus rapidement de sa crise. M. H.

Mostaganem

# Une rentrée universitaire avec des défis en perspective

■ A Mostaganem, la cérémonie d'ouverture de cette année universitaire a vu la présence de Aissa Boulahya, wali de Mostaganem et des autorités civiles et militaires.

Par Lotfi Abdelmadjid

C'est dans la salle de conférences « Mohamed-Benchehida » que le coup d'envoi a été donné ce dimanche 10 octobre pour accueillir 25 000 étudiants dans les treize facultés. La cérémonie a été remarquablement nourrie de discours orientatifs allant dans le sens des recommandations du premier responsable du secteur. A partir d'un discours entretenu, présenté à l'occasion de la cérémonie d'ouverture, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a mis en exergue les objectifs du système de l'enseignement, de sa performance, de ses capacités à relever des défis scientifiques et technologiques, et des compétences existantes dans la ressource humaine universitaire. Pour une formation de qualité, le ministre compte sur l'amélioration de la gestion avec de nouveaux principes dans la gouvernance des opérations administra-

tives et pédagogiques qui sont consignées sur la nouvelle feuille de route de la tutelle. Le nouveau recteur de l'Université Abdelhamid-Ibn-Badis, le Professeur Belabbas Yagoubi, a d'abord fait lecture de la lettre du président Abdelmadjid Tebboune. Une lettre à travers laquelle le Président rappelle aux enseignants et aux étudiants les défis à relever pour le projet d'une Algérie nouvelle. Il félicite au passage les efforts consentis par le monde universitaire algérien pour les apports technologiques et scientifiques innovants mis à la disposition du développement du pays. Le Président marque sa confiance aux compétences universitaires pour leur contribution à l'édification de la nouvelle nation. Selon les déclarations du recteur, l'UMAB accueillera 25 000 étudiants, dont 6 000 nouveaux inscrits répartis entre les treize facultés. Il ajoutera que l'année 2020/2021 s'est soldée par 7 100 sortants, dont 3 750 diplômés en licence, 3 220 en Master II et 120 docto-

rats. Dans le cadre de la coopération, l'UMAB accueille 600 étudiants étrangers provenant de pays arabes et africains. M. Yagoubi a longuement insisté sur la formation qui, selon lui, constitue le principe de base de son établissement. Une politique assez poussée par le vice-recteur de la Coopération qui révèle un impact réconfortant quant au rang qu'occupe l'UMAB sur le plan national et international. Selon le président, le volet formation occupe une place prépondérante dans la stratégie académique de l'Université, grâce aux multiples conventions de coopération et de co-développement signées avec bon nombre d'universités européennes, arabes et latino-américaines. Pour répondre aux besoins du milieu socio-économique, l'UMAB, dira le Président, a ratifié plusieurs conventions avec des entreprises. Et d'ajouter : « Notre établissement compte contribuer au développement industriel de la région avec en perspective la promotion de



l'employabilité via les deux incubateurs, le Centre des carrières et la Maison de l'Entrepreneuriat». Pour ce qui de la mobilité estudiantine à l'Université, elle est toujours croissante, ce qui a permis de constater une évaluation positive des étudiants. L'Université de Mostaganem dispose d'un

programme de recherche scientifique assez ambitieux de par sa quarantaine de laboratoires de recherche. En définitive, ce qu'il faut retenir, ce sont les aspirations des responsables de l'UMAB qui visent toujours à consolider un rang honorable au niveau national et international.

L. A.

Algérienne des viandes rouges

## Contrats de partenariat avec les éleveurs

L'Algérienne des viandes rouges (Alviar), filiale du Groupe agrologistique (Agrolog) a entamé, dimanche à Alger, la conclusion de contrats de partenariat avec des éleveurs affiliés à la Fédération nationale des éleveurs dans l'objectif de développer la production nationale des viandes rouges.

Les premiers contrats de partenariat ont été signés entre les éleveurs et Alviar, gérant des grands abattoirs industriels de Hassi Bahbah (Djelfa), Ain M'illila (Oum El Bouaghi) et Bougtob (El Bayadh), en présence du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hamdani.

Ces contrats s'inscrivent dans le cadre de l'application de la convention de partenariat, signée en septembre dernier, entre

Agrolog et la Fédération nationale des éleveurs, visant le développement de la filière viandes rouges en mettant en place un dispositif tripartite associant les éleveurs, les abattoirs, et l'Office national des aliments du bétail (Onab).

Grâce à ce dispositif tripartite, les éleveurs pourront obtenir des fourrages à des prix réglementés (via l'Onab) en échange de l'approvisionnement des véhicules régionaux d'Alviar en viandes rouges.

Alviar s'engage à garantir des infrastructures conformes aux normes internationales et à assurer des débouchés de commercialisation. M. Hamdani a estimé que ce dispositif tripartite consacrait un partenariat profitable pour toutes les parties, à même de contribuer à la régulation

du marché et à garantir des viandes rouges à des prix raisonnables au profit du consommateur final. Ce partenariat vise en outre à motiver les éleveurs à augmenter leurs capacités de production et à réduire le cercle des intermédiaires pour éliminer la spéculation et faire ainsi baisser les prix sur le marché, a-t-il ajouté.

Le ministre a mis en avant, dans ce sens, l'importance d'une plus large adhésion des éleveurs à ce dispositif tripartite à travers la signature de contrats de partenariat avec Alviar.

De son côté, le président de la Fédération nationale des éleveurs, Djilali Azzouli, a estimé que ce nouveau système permettra d'alléger les souffrances des éleveurs confrontés à la sécheresse, aux prix élevés du fourrage et aux difficul-

tés de commercialisation.

Ce programme contribuera à l'augmentation de la production des viandes, «ce qui conduira inmanquablement à une baisse des prix de la viande ovine sur le marché», a-t-il fait remarquer.

Pour sa part, le P-dg d'Alviar, Lamine Derradji, a mis l'accent sur le rôle majeur de l'entreprise dans ce système en assurant la disponibilité du fourrage nécessaire à des prix raisonnables, le transport vers les grands abattoirs et la commercialisation du produit à des prix abordables pour le consommateur dans les meilleurs des délais.

Selon les déclarations du P-DG, ce système vise à stabiliser les prix de la viande ovine autour de 1 100 DA/kg.

Hamid Ch.

Assurance Cat-Nat

## La Délégation aux risques majeurs lance une campagne de sensibilisation

La Délégation nationale aux risques majeurs a lancé, dimanche, une large campagne de sensibilisation sur l'assurance contre les effets des catastrophes naturelles (Cat-Nat), a-t-on appris auprès de son premier responsable.

«Nous avons lancé aujourd'hui, et jusqu'au 14 octobre, une campagne nationale de sensibilisation sur l'obligation de l'assurance Cat-Nat et son grand intérêt pour les différentes catégories de citoyens», a indiqué à l'APS le directeur de recherche, délégué national aux risques majeurs auprès du ministère de

l'Intérieur et des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Hamid Afra.

Dans ce cadre, la CNMA (Caisse nationale de mutualité agricole) et le Conseil National des assurances (CNA) ont été sollicités pour participer à cette campagne, ainsi que les walis, la Direction de la Protection civile, la DGF (Direction générale des forêts) et les différentes directions locales, a-t-il précisé.

Durant 5 jours, plusieurs actions, dont des conférences, des émissions radio et des rencontres auprès des écoliers, sont à l'ordre du jour pour mettre

en avant l'importance de l'assurance Cat-Nat. La date de lancement de cette campagne a été symboliquement choisie en guise de commémoration du violent séisme de El Asnam (Chlef), survenu le 10 octobre 1980, a-t-il souligné. Elle coïncide également avec la célébration, le 13 octobre, de la Journée internationale de lutte contre les effets des catastrophes naturelles.

Rendue obligatoire en 2003, après le séisme de Boumedès, l'assurance contre les effets des catastrophes naturelles n'a pas atteint son rythme escompté. Le taux de souscription à cette

assurance reste encore faible en dépit de la menace permanente liée aux risques des aléas naturels, regrette le CNA dans un document publié en 2019.

En 2018, 15 ans après son instauration, l'assurance Cat-Nat n'a représenté que 4,3 % du chiffre d'affaires des assurances de dommages, malgré un taux de croissance appréciable.

Parmi les secteurs les plus pénalisés figure en premier lieu l'agriculture qui en subit les conséquences directes sur les assurances agricoles, estime le CNA qui évoque, d'autre part, la nécessité «d'aller dans l'analyse

de cette attitude du citoyen vis-à-vis de l'assurance contre ce type de risques pour comprendre les raisons d'un tel comportement, et par la même occasion, rechercher les moyens pour une meilleure prise en charge de l'obligation d'assurance Cat-Nat».

Faute d'une prise en charge «normale» par l'Assurance des dégâts causés par les catastrophes naturelles, l'Etat consacre annuellement un budget de plus de 30 milliards de DA pour la gestion des risques majeurs, notamment les inondations, les séismes et les feux de forêt.

Younès F.

Port d'Annaba/Durant les 9 premiers mois de 2021

# Plus d'un million de tonnes de clinker exportés

■ Les exportations du clinker (un constituant du ciment) via le port d'Annaba se sont élevées à plus d'un million de tonnes durant les neuf premiers mois de l'année 2021, grâce aux mesures de facilitation visant à encourager, à accompagner les opérateurs économiques et à promouvoir les exportations, a indiqué, dimanche, le président-directeur général de cette entreprise portuaire, Mohamed Kheireddine Boumendjel.



Par Salem K.

«Le volume global des exportations de clinker a atteint durant cette période de 1 075 498 tonnes, soit une augmentation estimée à 896 142 tonnes, comparativement à la même période de l'année 2020»,

a précisé le P-dg de l'entreprise portuaire au cours d'une conférence de presse tenue au siège de l'entreprise et consacrée au bilan des activités portuaires de Annaba durant les neuf premiers mois de l'année en cours (de janvier à fin septembre 2021).

L'entreprise portuaire de Annaba prévoit atteindre un volume

d'exportation de 1,5 million de tonnes de clinker d'ici à fin 2021, a souligné le même responsable, rappelant, dans ce cadre, que les mesures organisationnelles et opérationnelles prises pour promouvoir les services liés à l'exportation ont permis de capter de nouveaux opérateurs économiques et de

conclure des accords d'exportation entre le port d'Annaba et les exportateurs.

Dans le cadre du programme d'équipement et de mise à niveau des services portuaires, il est également prévu d'attirer davantage d'exportateurs, notamment avec l'acquisition de nouveaux appareils de levage et de chargement d'une capacité de levage de 18 000 tonnes par jour et ce, au cours de l'année 2022, a-t-on indiqué.

Par ailleurs, le port d'Annaba a enregistré, durant la même période, une augmentation en matière de diversification des exportations en dehors du clinker, comme l'acier, les engrais, les produits agricoles et alimentaires exportés vers la Libye, la Mauritanie, la Tunisie et le Canada, portant le volume global des exportations depuis le port d'Annaba à 2,732 millions de tonnes durant la même période de l'année précédente.

Parmi les indicateurs positifs

des activités commerciales du port d'Annaba durant les neuf premiers mois de l'année en cours, figure le recul du volume des importations avec un taux estimé à 1,14 %, comparativement à la même période de l'année 2020.

Le port d'Annaba, dont les services couvrent 17 wilayas, compte, dans le cadre des programmes d'investissement prévus, un projet d'élargissement visant à accompagner d'importants projets d'investissement programmés dans les wilayas limitrophes, comme le projet intégré de production et de transformation du phosphate dans la wilaya de Tébessa, a-t-on fait savoir au cours de la conférence de presse.

Le projet d'extension du port d'Annaba comprend la réalisation d'un nouveau quai d'une profondeur dépassant les 16 mètres pour accueillir les grands bateaux, en plus de la réalisation et l'aménagement d'espaces de stockage et des infrastructures de base destinées aux activités portuaires pour attirer et promouvoir l'exportation, a-t-on indiqué.

S. K.

Gaz

## Les contrats à court terme à l'origine de la flambée des prix en Europe

L'augmentation des prix énergétiques sur les marchés européens est due à un déséquilibre «important» entre l'offre et la demande, suite au passage de plusieurs pays du vieux continent à des contrats d'approvisionnement à court terme, a estimé, dimanche à Alger, le P-DG de Sonatrach, Toufik Hakkar.

Cette hausse fait suite à la politique européenne qui a privilégié le recours aux contrats à court terme aux dépens de contrats à long terme, a expliqué M. Hakkar lors d'un point de presse en marge de la cérémonie de signature de la Déclaration générale de la politique du contenu local et de l'intégration nationale du groupe Sonatrach.

«Les contrats à long terme permettaient d'avoir une plus grande clarté et une stabilité des prix énergétiques», a-t-il encore souligné.

De plus, la majorité des entreprises énergétiques dans le monde connaissent un recul des investissements dans le secteur prospection/production, estimé à 1 000 milliards de dollars en 2020, selon le P-DG de

Sonatrach. «Quand il n'y a pas de demande en Europe, les producteurs orientent leur production vers d'autres régions dans le monde, comme l'a fait d'ailleurs l'Algérie en commercialisant son gaz sur d'autres marchés internationaux, notamment le GNL», a-t-il expliqué.

M. Hakkar a rappelé que les prix du gaz pour livraison en novembre et décembre ont atteint 30 dollars/BTU (British Thermal Unit) «une première historique».

### Sonatrach : signature de la Déclaration générale de la politique du contenu local et de l'intégration nationale

Le P-DG de Sonatrach, Toufik Hakkar, a signé, dimanche à Alger, la Déclaration générale de la politique du contenu local et de l'intégration nationale du groupe.

A travers cette nouvelle politique, Sonatrach s'est fixée des objectifs stratégiques à réaliser sur la base d'engagements visant la maximisation du taux d'intégration

nationale dans ses activités, a expliqué M. Hakkar lors de la cérémonie de signature.

A ce titre, une série de nouvelles dispositions visant l'encouragement du développement du contenu local ont été intégrées dans la procédure de passation de contrats de l'entreprise, a-t-il noté.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre des efforts de Sonatrach et sa contribution à la promotion et au développement de l'intégration nationale et la maximisation du recours à l'outil de production nationale de biens et services.

Ont été présents à cette cérémonie, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, Yacine El-Mahdi Oualid et le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Micro-entreprises, Nassim Diafat.

Tahira F.

À l'horizon 2024

## Vers la réalisation de 50 000 tonnes de produits halieutiques

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Hicham Sofiane Salaouatchi, a affirmé, dimanche à Biskra, que son secteur «aspire à atteindre 50 000 tonnes de produits halieutiques à l'horizon 2024».

Président une rencontre au chef-lieu de wilaya consacrée au débat des mécanismes de développement de l'aquaculture, M. Salaouatchi a souligné que l'Algérie qui produit actuel-

lement 5 500 tonnes de produits halieutiques par an et «aspire à atteindre une production de 50 000 tonnes».

Le secteur de la Pêche et l'aquaculture est lié à la sécurité alimentaire et l'activité aquacole peut être généralisée pour concourir à la relance du marché et au développement de l'économie nationale, et ce, en s'inspirant des modèles réussis dans le secteur, à travers les différentes wilayas, y compris la

wilaya de Biskra, a-t-il fait savoir. «Biskra est un pôle agricole producteur et il existe une volonté de la transformer en un pôle en termes d'agriculture intégrée et aquaculture», a-t-il fait savoir.

Après avoir écouté les différentes préoccupations des investisseurs dans le domaine aquacole, M. Salaouatchi a souligné l'importance de la coordination des efforts avec les autorités locales pour sur-

monter les difficultés rencontrées. Le ministre s'est engagé, dans ce sens, à promouvoir la station de pêche de la wilaya en une direction dans le cadre des efforts visant à soutenir le secteur. Le ministre a poursuivi hier sa visite dans la wilaya pour s'enquérir des projets réalisés dans le domaine de l'aquaculture, de l'agriculture intégrée et des écloseries de poissons à travers plusieurs communes.

Safy T.

### Prix Nobel d'économie attribué à un trio américain-canadien de spécialistes de l'économie expérimentale

Le prix Nobel d'économie a récompensé hier un trio américano-canadien, d'une part, à David Card, «pour ses contributions empiriques à l'économie du travail» et d'autre part, conjointement, au binôme Joshua D. Angrist et Guido W. Imbens, «pour ses contributions méthodologiques à l'analyse des relations causales».

Le trio «nous a apporté de nouvelles idées sur le marché du travail et montré quelles conclusions peuvent être tirées d'expériences naturelles en termes de causes et de conséquences», a salué le jury Nobel.

D'après des experts interrogés sur les pronostics pour le Nobel d'économie 2021, les domaines les mieux placés pour décrocher ce prix, le marché du travail faisait partie des favoris, avec la macroéconomie et les cycles du crédit, et l'économie de la santé.

Le Nobel d'économie a été créé par la Banque de Suède il y a plus de 60 ans, après les cinq autres (médecine, physique, chimie, littérature et paix). Il s'agit du 53<sup>e</sup> «prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel».

R. E.

El-Oued

# Plateforme numérique pour lutter contre la spéculation sur les fruits et légumes

■ Une plateforme numérique, intitulée «Algisnova Agricole», destinée à contribuer à la lutte contre la spéculation sur le commerce des fruits et légumes à travers le pays, a été conçue par un groupe de jeunes universitaires algériens à El-Oued, a-t-on appris, hier, d'un de ses concepteurs.

Par Hania Y.

Appelé à accompagner la démarche des pouvoirs publics dans cette perspective, le projet, devant être opérationnel dans les tout prochains jours, vise à exploiter les technologies de la communication comme levier contribuant à briser la chaîne des spéculateurs à travers le territoire national, en ce qui concerne le commerce des fruits et légumes, a affirmé un membre de l'entreprise «Intelligent Business Systems (IBS)», Faouzi Douch.

«Cette plateforme numérique, première du genre dans le pays, s'appuie sur l'organisation professionnelle des produits agricoles, à travers un site électro-

nique devant constituer un marché électronique ouvert aux agriculteurs pour leur permettre de faire la promotion de leurs produits et les commercialiser directement au commerçant détaillant, "la boutique", a-t-il expliqué.

Le projet «Algisnova Agricole», relevant de l'entreprise I.B.S, cible dans une première phase les producteurs agricoles et les commerçants de détail, en vue d'organiser les différentes étapes du commerce de fruits et légumes, longtemps sujet à des cycles d'instabilité de ses opérations. Il touchera dans ses prochaines phases tous les opérateurs économiques et les partenaires sociaux en rapport avec le commerce des produits agricoles, a assuré M. Douch.

Le projet a été réalisé sur la base de sorties sur le terrain et d'études techniques sur plus de deux années, à la lumière de questionnaires établis avec les agriculteurs au niveau de leurs exploitations, et des commerçants de détail au niveau des marchés de fruits et légumes et des espaces commerciaux.

Des études ayant conclu à la nécessité d'une plateforme numérique comme moyen à même de solutionner radicalement les problèmes en suspens



dans ce domaine, a-t-il fait savoir.

Les concepteurs de ce projet entendent, dans une prochaine phase, faire de cette plateforme numérique un portail électronique où seront initiées des actions de formation, de vulgarisation et d'orientation au profit des agriculteurs, tout en leur assurant un accompagnement concernant les itinéraires techniques des processus agricoles,

sous l'encadrement d'ingénieurs agronomes, et ce, au titre d'une stratégie visant à attirer le plus grand nombre d'agriculteurs et de partenaires économiques et sociaux dans le domaine agricole.

Parmi les axes d'action prioritaires du projet, la prise en charge des préoccupations des agriculteurs et l'aplanissement des contraintes entravant le dévelop-

pement du monde agricole, notamment en ce qui a trait à l'extension des superficies cultivées et l'amélioration des rendements. Une journée d'information et de sensibilisation sur la plateforme numérique «Algisnova Agricole» sera organisée dans les prochains jours à El-Oued et sera l'occasion d'annoncer son lancement.

H. Y.

## Relizane Campagne d'information sur les activités des micro-entreprises

L'annexe de la wilaya de Relizane de l'Agence d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade) a lancé, dimanche, une campagne d'information sur les activités des micro-entreprises et la possibilité de leur extension, a-t-on appris de cette Agence.

Le chargé de communication et d'écoute sociale à l'Agence, Mohamed Mellah, a souligné que cette campagne intervient en concrétisation de la nouvelle mesure prise par les services du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Micro-entreprises, qui permet aux micro-entreprises d'investir et d'élargir leurs activités et s'adapter aux exigences du marché national.

Cette campagne comporte des portes ouvertes via l'Agence de wilaya et ses branches et des rencontres d'information et d'explication aux jeunes désirant élargir leurs projets, outre la distribution de dépliants sur les procédures de bénéficier de cette mesure. Cette mesure ouvre le champ devant les gérants des micro-entreprises financées au titre de l'Anade pour choisir toute nouvelle activité.

Les gérants de micro-entreprises dont les dossiers sont acceptés pour élargir leurs activités doivent, cependant, rembourser totalement le crédit bancaire que l'entreprise a obtenu en phase de création, en plus de jouir d'une compétence professionnelle ou performances reconnues liées à l'activité devant être élargie.

R. R.

## Consolidation du transport scolaire à Ain Defla

# 70 chauffeurs bientôt affectés aux zones d'ombre de la wilaya

Soixante-dix chauffeurs seront affectés «très prochainement» aux zones d'ombre de la wilaya de Ain Defla en vue d'y renforcer le transport scolaire, a indiqué, dimanche, le wali Embarek El Bar.

«Le problème du transport scolaire n'est pas toujours lié au manque de bus, mais a parfois trait au manque de chauffeurs professionnels, comme c'est le cas pour certaines zones d'ombres de la wilaya auxquelles nous allons affecter très prochainement 70 chauffeurs», a précisé le wali lors du Conseil de l'exécutif de la wilaya.

Rappelant les dernières directives du président de la République au sujet de la néces-

sité d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves des zones d'ombre, en leur fournissant particulièrement repas chauds et transport, M. El Bar a invité les responsables locaux des régions concernées à prendre attache avec les services de la wilaya pour le règlement de tout problème s'y rapportant.

«Il est intolérable qu'une école soit dépourvue de repas chauds ou de transport scolaire, une situation qui exacerbe le phénomène de déperdition scolaire», a-t-il soutenu.

Évoquant le développement à l'échelle de la wilaya, il a fait état de nombreux projets non lancés durant les dernières

années pour cause, notamment, de non accomplissement des procédures relatives au choix du terrain. «Si le non lancement d'un projet donné relevait de contraintes liées, par exemple, à l'opposition, cela aurait, à la limite, été compréhensible, mais évoquer l'absence de choix de terrains en guise d'arguments à cet état de fait ne tient absolument pas la route», a-t-il martelé.

Dans le but d'une plus grande efficacité, il a appelé à davantage de complémentarité dans le travail, invitant les chefs de daïra à coordonner avec les directeurs de l'exécutif lors de leurs sorties sur terrain.

Pour le wali, il n'est désormais plus permis pour les commis de

l'Etat d'adopter une «attitude de spectateur», exhortant les responsables des daïras et leurs collaborateurs à aller sur le terrain afin de s'enquérir des problèmes des citoyens.

Concernant la vaccination contre le nouveau coronavirus (Covid-19), le chef de l'exécutif a instruit les responsables locaux du secteur de la Santé à accélérer l'opération, notamment dans ce contexte marqué par le relâchement de la population en matière de respect des gestes barrières.

Le SG de la wilaya, les chefs de daïra et les directeurs de l'exécutif ont pris part à cette rencontre abritée par la wilaya.

Yanis G.

## El Bayadh

# 720 millions DA pour le réaménagement du quartier «Ouled Yahia 2»

Une enveloppe financière de l'ordre de 720 millions DA a été débloquée pour le réaménagement de la cité «Ouled Yahia 2» à El Bayadh, endommagée suite à l'explosion du gazoduc survenu l'an dernier, a-t-on appris du chargé de la

gestion à la direction de l'urbanisme, d'architecture et de la construction de la wilaya, Ketatfi Cheikh. Ketatfi Cheikh a souligné que cette enveloppe financière, réservée par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, permettra la rénovation des

réseaux d'eau potable, d'assainissement, de routes et d'éclairage public et la réalisation d'aires de jeu et d'espaces verts.

Le même intervenant a indiqué que quatre entreprises ont été retenues pour la réalisation de cette opération prévue d'être

mise en travaux prochainement pour un délai de 5 mois.

Cette cité d'habitation a été le 10 octobre 2020, le théâtre d'une explosion d'un gazoduc faisant six morts et des dégâts matériels importants.

Maya B.

Festival du monde arabe à Montréal

# Abbas Righi et Fairouz Oudjida représentent l'Algérie

■ Le Festival du monde Arabe de Montréal est un événement thématique dédié à la rencontre et au dialogue des cultures arabe et occidentale. À travers ses trois volets, Arts de la scène, Salon de la culture et Cinéma, le FMA présente des œuvres actuelles qui interpellent autant les patrimoines que les vécus des hommes, des créations originales en danse, musique, théâtre, arts multidisciplinaires, arts visuels et médiatiques.



Par Abia Selles

Lors de la 22<sup>e</sup> édition de ce festival prévue du 29 octobre au 13 novembre prochains, l'Algérie sera présente à travers

deux belles voix dans des styles différents, à savoir Abbas Righi, dans le malouf constantinois, et la soprano Fairouz Oudjida.

Après son succès retentissant en 2019, l'artiste Abbas Righi a été choisi pour chanter l'héritage

millénaire d'une Andalousie mythique, haut lieu de métissage et d'effervescence artistique. Issu de l'école de musique de Constantine, il consacre sa voix à l'interprétation de textes qui chantent une Andalousie harmo-

nieuse, contemplant la beauté de la nature, magnifiant la grâce de la femme aimée, mais sublimant aussi la déchirure de la séparation.

Interprète très célèbre dans le paysage musical québécois, la

cantatrice d'origine algérienne Fairouz Oudjida invitera le public à un voyage dans le temps pour découvrir et redécouvrir les plus grands classiques de la musique orientale, des chants berbères, maghrébins et andalous.

À travers un programme riche et varié et en présence d'un grand nombre d'artistes arabes, le Festival du monde arabe de Montréal continue de s'ouvrir à tous les artistes, provenant de tous les horizons culturels, aux autres diffuseurs et producteurs pour créer un haut lieu de métissage et d'échange et donner aux festivaliers un large éventail de choix d'activités de qualité.

Il est à noter que plus de quatorze artistes de différentes nationalités prennent part à ce rendez-vous pour mettre en valeur la culture arabe et la créativité de ses artistes. D'ailleurs, des artistes de renommée venus d'Égypte, du Liban, de Tunisie, de Syrie, d'Afghanistan, d'Iran et du Maroc, sont à l'affiche de ce festival.

A. S.

Journées nationales du court-métrage à Béchar

## Des jeunes cinéastes au rendez-vous

Les 6<sup>es</sup> Journées nationales du court-métrage de Béchar (JNCMB) se dérouleront du 20 au 25 décembre prochain à la Maison de la culture Kadi-Mohamed, a-t-on appris des organisateurs de cette manifestation cinématographique.

Il est attendu la participation à cette manifestation d'une quinzaine d'œuvres de jeunes cinéastes-amateurs, retenues par le comité de présélection, a affirmé à la presse Amari Hamdani, directeur de la Maison

de la culture, principale organisatrice de cette rencontre cinématographique nationale.

«A cause de la pandémie de Covid-19, ces Journées nationales cinématographiques ont été gelées de 2019 à 2020, et avec cette reprise, nous espérons voir des œuvres à la hauteur de nos objectifs et ambitions de promotion et de développement d'activités cinématographiques de jeunes talents issus de différentes régions du pays», a-t-il souligné. Des appels à participation à ces journées cinématogra-

phiques ont été lancés à travers les différents réseaux officiels et sociaux, pour permettre au comité de présélection de faire le choix d'œuvres de qualité pour cette manifestation, a ajouté M. Hamdani.

«Pour ces 6<sup>es</sup> JNCMB, le thème des œuvres sera généraliste pour permettre à un grand nombre de jeunes cinéastes-amateurs d'y participer et de faire connaître leurs œuvres au public et aux membres du jury, qui aura à sélectionner les trois meilleures œuvres», a-t-il soutenu.

Lors de la cérémonie de clôture de la précédente JNCMB (édition de novembre 2019) et dont les trois premiers prix ont été remportés respectivement par Khaled Bounab (Alger), Mourad Khan (Alger) et Boukaf Mohamed Tahar (Annaba), les participants avaient appelé à la création, en coordination avec le mouvement associatif activant dans le domaine, d'un festival national dédié au court-métrage pour développer le cinéma national et encourager les jeunes cinéastes. F. H.

Coup d'envoi de la rentrée 2021-2022

## L'accompagnement des jeunes créateurs, une priorité

Le ministre de la Culture et des Arts, Wafa Chaâlal, a donné, dimanche depuis la wilaya de Tipasa, le coup d'envoi de la rentrée 2021/2022 dans les Etablissements culturels de formation supérieure.

Le secteur de la Culture et des Arts veille à l'accompagnement et au soutien des diplômés de ses établissements de formation dans l'accès au monde du travail à travers les différents dispositifs d'appui à l'emploi des jeunes, a assuré M<sup>me</sup> Chaâlal, qui présidait avec le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, la cérémonie d'ouverture de l'année de formation 2020-2022.

Le ministre a fait état, dans ce sens, de l'accompagnement des jeunes créateurs diplômés des différents établissements supérieurs sous tutelle en matière d'insertion dans le monde du travail et de stages pratiques et de sessions de formation, notamment à l'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels (OGEBEC).

Soulignant l'intérêt particulier accordé à la valorisation de la ressource humaine, elle a estimé que c'est là la meilleure façon de lui permettre de jouer un rôle axial dans l'économie culturelle et dans l'attrait des touristes.

A cette occasion, M<sup>me</sup> Chaâlal a appelé les étudiants et les cadres présents à la cérémonie

à accorder de l'intérêt à l'histoire «en tant qu'impératif pour chaque peuple afin de demeurer attaché à sa culture et à sa défense». «Nous vivons à une époque où certains cherchent à dénigrer notre histoire, notre culture, notre identité, notre appartenance, nos particularités et notre enracinement dans l'histoire humaine ainsi que notre participation à l'édifice civilisationnel à travers les temps», a-t-elle affirmé, ajoutant que «ces tentatives vaines et désespérées dénotent de la myopie de leurs initiateurs, qui croient à tort que des agissements irréfutés liés à leur situation interne critique et à des agendas qui les concernent pourraient semer le doute chez un peuple

attaché, à travers des générations, à ce legs culturel, rayonnant et passionnant».

Le ministre de la Culture et des Arts a réitéré, dans ce cadre, l'importance de l'attachement à l'identité culturelle «dont la diversité est une richesse favorisant l'existence d'une culture profondément ancrée et ouverte sur l'autre».

Pour rappel, le ministre a effectué une visite au Centre arabe d'archéologie qui abrite, temporairement, les sièges de nombre d'établissements de formation relevant de son secteur, à l'instar de l'École nationale supérieure de conservation et de restauration des biens culturels (ENSCRBC) de Tipasa.

L. B.

## Décès Décès de la romancière et poétesse Noura Saadi

La poétesse et romancière algérienne Noura Saadi est décédée, dimanche à Alger, à l'âge de 65 ans, des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de ses proches.

Native de Guelma en 1956 et établie à Alger, la défunte a commencé son parcours à la fin des années 1970, en publiant ses premiers textes poétiques et littéraires, au-delà de ses multiples collaborations avec la presse écrite, la revue féminine «El Djazairia» notamment, et la présentation de plusieurs émissions radiophoniques. Noura Saadi qui a auparavant exercé le métier d'enseignante de langue et littérature arabes, compte à son actif plusieurs publications littéraires, dont les recueils sortis en 1983, de poésies, «Djaziret holm qassira» et de nouvelles, «Aqqabiyet el madina», ainsi que «Assabié Ayyoul», «Khafaqat chiâriya» et autres nouvelles et textes en prose. Les nombreux écrits de la défunte, empreints de rationalité et d'esthétique, lui vaudront d'être répertoriés dans l'édition 1995 du «Dictionnaire El Babtin des poètes arabes contemporains», produit par la Fondation du Prix pour la Créativité poétique «Abdelaziz- Saoud-El-Babtin». Noura Saadi a été inhumé dimanche après midi au cimetière de Ain-Naâdja, à Alger. C. A.



## Terrorisme

# Un chef de l'EI recherché par Washington arrêté en Turquie

■ Les services de renseignement irakiens ont capturé, lors d'une opération en Turquie, un leader du groupe État islamique (EI), Sami Jasim al-Jaburi, recherché par les États-Unis et présenté comme un responsable financier de l'organisation jihadiste, ont indiqué, hier, des responsables irakiens.

Par Mourad M.

Washington offre une récompense de cinq millions de dollars pour toute information concernant Sami Jasim al-Jaburi qui a joué «un rôle essentiel dans la gestion des finances de l'EI», selon un programme anti-terrorisme du département d'État américain.

Présenté comme un ex-adjoint de l'ancien chef de l'EI, Abou Bakr al-Baghdadi, ce responsable financier a été capturé hors des frontières d'Irak dans une opération des services de renseignement irakiens, a indiqué sur Twitter le Premier ministre irakien, Moustafa al-Kazimi.

Son arrestation a coïncidé avec les législatives anticipées de dimanche, quand «les héros des forces de sécurité proté-

geaient les élections», a-t-il ajouté, sans préciser où il a été capturé.

Mais un haut responsable militaire irakien a indiqué à l'AFP sous couvert de l'anonymat qu'il avait été arrêté «en Turquie», sans donner davantage de précisions sur le lieu et les circonstances de l'opération.

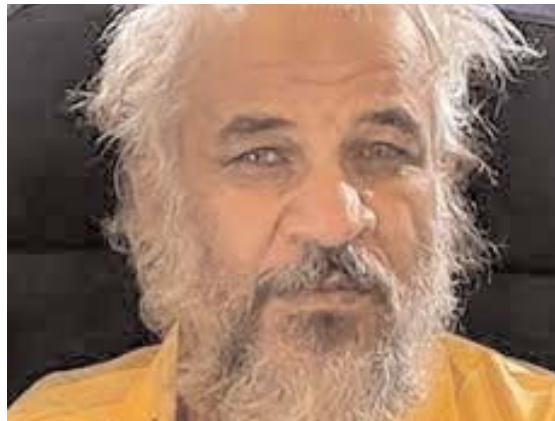
La Turquie n'a pas réagi dans l'immédiat à ces informations. Sami Jasim al-Jaburi est «considéré comme l'un des plus recherchés au niveau international, et il est proche de l'actuel chef de l'organisation jihadiste, Abou Ibrahim al-Hachemi al-Qourachi», selon un communiqué des forces de sécurité irakiennes. Il y est présenté comme «le superviseur des dossiers financiers et économiques de l'organisation terroriste».

En septembre 2015, le

Trésor américain l'a inscrit sur sa liste de «terroristes» visés par des sanctions.

«Alors qu'il était adjoint de l'EI dans le sud de Mossoul (nord de l'Irak) en 2014, il aurait occupé un poste de ministre des Finances de l'EI, supervisant les revenus du groupe tirés des ventes illicites de pétrole, de gaz, d'antiquités», selon le programme «Rewards for Justice» du département d'État.

Après une montée en puissance fulgurante en 2014 en Irak et en Syrie voisine et la conquête de vastes territoires, l'EI a vu son «califat» vaciller sous le coup d'offensives successives dans ces deux pays. L'Irak a proclamé sa victoire contre les jihadistes fin 2017 et l'EI a été défait en Syrie en 2019. Aujourd'hui, l'EI «maintient une présence largement clandestine en Irak et en Syrie et mène une insurrection soutenue de part et d'autre de la frontière entre les deux pays», selon un rapport onusien publié début 2021. Dans ces deux



PH. D. R.

pays, l'organisation jihadiste conserverait «en tout 10 000 combattants actifs», d'après ce rapport. Traqué, Abou Bakr al-Baghdadi est mort dans une opération américaine en octobre 2019 en Syrie. Mais l'EI reste une menace, ses combattants ayant renoué avec la clandestinité et continuant de mener des attentats en Irak et en Syrie.

Le dernier attentat d'envergure revendiqué par l'EI en Irak a visé en juillet dernier un marché du quartier chiite de Sadr City à Baghdad qui a fait une trentaine de morts.

En Irak, la situation financière des jihadistes est «tendue», selon un responsable de la coalition internationale antijihadistes emmenée par les États-Unis.

M. M.



## Commentaire

Union

Par Fouzia Mahmoudi

Les électeurs de gauche sont nombreux à souhaiter une union de plusieurs candidats de leur famille politique pour avoir une chance d'atteindre le second tour à la prochaine élection présidentielle. Malheureusement, les égos sont pour le moment trop gros pour laisser place à une entente entre partis. Et les socialistes et les écologistes qui avaient sérieusement envisagé il y a encore une année de présenter une candidature commune pour 2022 se déchirent aujourd'hui. Les socialistes «ont géré ce pays», mais il est désormais temps de laisser la place au «projet écologiste». C'est, en substance, le message qu'a souhaité faire passer Yannick Jadot hier, lors de son passage à France Info. Le candidat écologiste à l'élection présidentielle de 2022 n'a pas voulu s'attarder sur un possible ralliement de la socialiste Anne Hidalgo, fustigeant par la même occasion le quinquennat de François Hollande pour son «peu d'engagement écologique». «Je constate qu'il y a eu quand même de sérieuses limites. Le gouvernement socialiste a fini avec les lois Travail. (...) Il m'a semblé que c'était plutôt une révolution sociale conservatrice qu'une révolution sociale progressiste», a d'abord dénoncé Yannick Jadot. Interrogé à plusieurs reprises sur une volonté d'union avec la maire PS de Paris, le candidat a assuré que «la question c'est pas avec Hidalgo ou sans Hidalgo. La question, c'est avec les Français ou sans les Français. Mon projet, il s'adresse aux Françaises et Français», a-t-il poursuivi. Sur la dernière proposition économique de l'édile parisienne, qui souhaite baisser la TVA sur le carburant à 5,5 %, l'écologiste a aussi tenu à montrer ses différences. «Quand on baisse la fiscalité pour tout le monde, ça ne s'appelle pas une mesure sociale», a-t-il critiqué. «Moi je préfère qu'on ait des mesures vraiment sociales, des mesures de redistribution», a-t-il précisé, évoquant un chèque énergie de 400 euros pour les 5,8 millions de familles les plus en difficulté. «J'ai tendu la main au printemps dernier à toute la gauche. Ils sont venus, après il y en a qui sont venus en faisant semblant de venir», a glissé le prétendant. Tout en précisant que sa main «reste tendue à tous les progressistes, à tous les humanistes». Reste que Yannick Jadot ne s'effacera pas au profit d'une autre candidature, comme il l'avait fait en 2017 pour rallier Benoît Hamon. Cette fois-ci, «l'écologie a un grand projet» derrière lequel «les progressistes» peuvent se ranger. «Les socialistes (...), qu'ils regardent notre projet. Je les entends discuter entre eux, mais c'est pas mon sujet. Le Parti socialiste a une grande histoire, je ne la conteste pas. Bravo ! Félicitations ! Moi, je suis écologiste, et je pense que c'est aujourd'hui le projet écologiste qui nous permet d'offrir un avenir à nos enfants», a-t-il conclu. La probabilité d'une union entre les deux partis semble aujourd'hui bien improbable au vu des positions inflexibles affichées par Jadot et Hidalgo, qui avec de faibles scores dans les sondages (8 % et 6 % respectivement) espèrent chacun néanmoins créer la surprise et bouleverser le prochain scrutin présidentiel. F. M.

Irak

## Attente des résultats des législatives marquées par une abstention record

L'Irak est cette semaine dans l'attente des résultats des législatives anticipées qui ont été marquées par l'abstention historique d'électeurs exaspérés par une corruption endémique, des services publics aux abonnés absents et un système qu'ils jugent incapable d'améliorer leurs conditions de vie. Dans la nuit, à Baghdad ou encore à Nassiriya dans le sud chiite, des candidats ont célébré par avance leur victoire à grand renfort de feux d'artifice, même si les résultats officiels du scrutin de dimanche doivent être annoncés plus tard par la commission électorale.

Quelque 25 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes pour choisir parmi plus de 3 200 candidats. La commission électorale a annoncé un taux de participation «préliminaire» de 41 %, se basant sur les résultats dans 94 % des bureaux de vote.

Une abstention record pour ces législatives, les cinquièmes depuis 2003 et le renversement du dictateur Saddam Hussein dans le sillage de l'invasion de l'Irak par les troupes américaines.

Dans la capitale Baghdad, le taux a évolué entre 31 % pour Roussafa, le district situé sur la rive orientale du Tigre, et 34 % pour Karkh, sur la rive occidentale du fleuve.

Dans des bureaux de vote visités par l'AFP, l'affluence est restée très limitée, les électeurs, souvent âgés, n'arrivant qu'au

compte-gouttes.

En 2018, la participation s'est établie à 44,52 %. A l'époque, les opposants, mais aussi des experts, avaient estimé ces chiffres officiels gonflés.

Les élections de dimanche étaient initialement prévues en 2022. Promises par le Premier ministre Moustafa al-Kazimi, arrivé au pouvoir en mai 2020, elles ont été avancées pour calmer la contestation née en octobre 2019, expression d'un immense ras-le-bol populaire contre une corruption tentaculaire et une économie en panne dans un pays riche en pétrole.

Réprimé dans le sang – au moins 600 morts et 30 000 blessés –, le mouvement s'est essouffé après quelques mois. Des dizaines de militants ont été victimes d'enlèvements et d'assassinats. Les protestataires pointent du doigt les factions armées fidèles à l'Iran, au rôle incontrournable en Irak, et regroupées au sein du Hachd al-Chaabai.

«L'Irak récolte les fruits du soulèvement d'octobre 2019», titrait hier le quotidien laïc «Al-Mada», tandis que le journal gouvernemental «Al-Sabah» évoquait «un nouvel électoral avec de nouvelles ambitions».

Hier matin, Kerar Haider, cantonnier de 26 ans, s'affairait à retirer les affiches électorales qui ornaient les rues du quartier de Kerrada, à Baghdad. Il n'a pas voté «car ça ne sert à rien». «Les mêmes visages reviennent et ne

changent pas. Mon salaire ne dépasse pas les 260 000 dinars (environ 175 euros par mois)», se lamente-t-il.

Outre la faiblesse des salaires, les Irakiens se plaignent des pénuries d'électricité, que l'Irak, pourtant riche en pétrole, doit importer en partie d'Iran, mais aussi de la corruption qui gangrène les rouages de l'État.

«La faible participation était à prévoir», explique à l'AFP le politologue Sajad Jiyad. «Les gens ne sont pas convaincus que les élections entraîneront un changement et une amélioration des performances du gouvernement ou des prestations des services publics». «Ce n'est pas seulement la légitimité du prochain Premier ministre qui sera remise en cause. Mais aussi la légitimité du gouvernement, de l'État et du système entier», ajoute-t-il.

Selon des experts, les grands blocs traditionnels devraient préserver leur représentation dans un Parlement fragmenté, où l'absence d'une majorité claire devra obliger à négocier des alliances.

Le turbulent mais influent clerc chiite Moqtada al-Sadr, dont le courant est considéré comme favori, s'est félicité du «succès» du processus électoral. En cas de victoire avérée, le courant sadriste devra encore composer avec les grands rivaux pro-Iran du Hachd al-Chaabai, entrés au Parlement pour la première fois en 2018 en surfant sur la victoire contre le groupe jihadiste État islamique (EI).





Championnat du monde de boules (jeu long)

## L'Algérie présente avec huit athlètes en Italie

La sélection algérienne de jeu long (boule lyonnaise), composée de huit athlètes dont quatre dames, prendra part au 39<sup>e</sup> Championnat du monde prévu à Alassio en Ligurie (Italie), du 11 au 16 octobre, avec la participation annoncée de 28 pays représentés par une centaine d'athlètes.

Le rendez-vous italien sera le premier pour la sélection algérienne, à l'arrêt depuis l'année 2020 en raison des problèmes qu'a vécus la fédération durant cette période et par la suite à cause de la pandémie de Covid-19 qui a paralysé le sport dans le monde.

Afin de sélectionner l'équipe qui va représenter le pays à Alassio, la Direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne des sports de boules (FASB) a organisé plusieurs stages de présélection pour retenir, à la fin, huit athlètes.

L'équipe s'est déplacée dimanche en Italie, au lendemain du dernier stage pré-compétitif qui a eu lieu du 3 au 9 octobre au Centre national des sports et loisirs de Tikjda (Bouira).

«Le choix s'est porté sur Karima Rahmani, Nassima

Aïssioui, Lamia Aïssioui et Samia Touloum pour les filles et Mustapha Zoubeidi, Sid Ahmed Boufateh, Samir Bouzid et Abdelkrim Makhloufi pour les garçons. Des athlètes pleins d'ambition qui vont représenter l'Algérie à ces joutes internationales», a indiqué la FASB sur son site.

Il est à rappeler que le jeu long algérien est détenteur de deux médailles de bronze (en simple et en double messieurs) lors des Mondiaux de 2015 en Croatie. Ces médaillés (Zoubeidi Mustapha, Abdelkrim Makhloufi et Sid Ahmed Boufateh) seront présents à Alassio, où les athlètes algériens seront engagés chez les féminines en simple, double, tir de précision, tir progressif et relais et en seniors (simple, double et double mixte), selon le programme établi par la Fédération internationale de boules (FIB), alors que le tirage des confrontations était prévu dans la soirée d'hier.

Au palmarès de la compétition organisée tous les deux ans, l'Italie est en tête avec 21 sacres, devant la France (11), la Slovénie (3), la Croatie (2) et Monaco avec un succès.

R. S.

Eliminatoires du Mondial du Mondial 2022/Niger-Algérie aujourd'hui

## Les Verts visent la confirmation

■ L'équipe nationale de football tentera de confirmer aujourd'hui son statut de leader du groupe A, en affrontant le Niger pour le compte de la quatrième journée des éliminatoires du Mondial 2022 au stade Général Seyni-Kountché de Niamey.



Les Verts tenteront encore de prendre le dessus sur le Niger à Niamey

Par Mahfoud M.

**V**ainqueurs (6/1) lors de la première manche entre les deux équipes, vendredi passé au stade Mustapha-Tchaker de Blida, les Verts voudront certainement continuer sur cette lancée et ajouter trois autres points à leur escarcelle, qui leur permettront de consolider cette première place et se rapprocher donc plus de la qualification au dernier tour éliminatoire. Il est clair que ce ne sera pas du tout facile face au «Mena» qui tentera de prendre sa revanche, sachant que les pouillains de Jean-Michel

Cavalli voudront s'appuyer sur la première mi-temps du match aller où ils avaient montré de belles choses et donné des sueurs froides aux camarades de Riyad Mahrez. Belmadi et sa bande sont donc avertis et doivent être concentrés sur leur sujet s'ils souhaitent revenir avec les 3 points et rester sur cette dynamique de succès pour l'équipe la plus constante d'Afrique avec 30 rencontres sans aucune défaite. Les Verts seront privés encore lors de ce match du latéral gauche, Ramy Bensebaïni, qui ne s'est pas rétabli de sa blessure et ne sera pas dans le onze de départ, alors que

le coach comptait l'incorporer après l'avoir laissé au repos lors du match aller vendredi passé. Bensebaïni a été blessé à l'aine lors du match nul obtenu face au Burkina Faso (1-1) à Marrakech le mois dernier. Depuis, le joueur n'a disputé aucun match, que ce soit en club ou en sélection où il a été remplacé au pied levé par Mohamed Farès. L'essentiel est que chaque joueur retenu pour le match se donne à fond pour apporter le plus attendu de lui, surtout que la sélection nationale reste un groupe soudé à qui Belmadi a inculqué cet esprit de gagnant pour continuer cette belle série de victoires. **M. M.**

Ligue des champions (2<sup>e</sup> tour préliminaire aller)

## Quatre espoirs du CRB promus en seniors

Le CR Belouizdad a promu en seniors quatre joueurs de sa catégorie réserve, pour renforcer l'effectif en vue du prochain match de Ligue des champions, prévu le 16 octobre à Abidjan contre l'ASEC Mimosas. Parmi les joueurs promus, deux gardiens de but, en l'occurrence Choukri Ramili et Imad Hamadache, ainsi que le défenseur central Dahou Chokrani et le milieu de terrain Abdelhamid Mendil, a précisé la direction belouizdadie. Cette rencontre, dont le coup d'envoi sera donné à 16h00 (heure algérienne), sera dirigée par l'arbitre djiboutien

Souleymane Ahmed Djama, assisté de ses compatriotes Ahmed Abderrazak et Rachid Bouraleh. La préparation du Chabab se poursuit au stade du 20-Août-1955 d'Alger, sous la direction de l'entraîneur brésilien Marcos Paqueta, qui a pris ses fonctions lundi dernier et qui est donc sur le point de boucler sa première semaine en tant que premier responsable technique de l'équipe seniors. Le match retour de ce deuxième tour préliminaire de la Ligue des champions contre l'ASEC Mimosas est prévu entre le 22 et le 24 octobre à Alger.

Badminton / Mondiaux-2021

## Quatre joueurs algériens en lice au Danemark

L'Algérie prend part avec quatre athlètes aux Mondiaux de badminton (par équipes messieurs) entamés samedi au Danemark et qui se poursuivront jusqu'au 19 octobre, a-t-on appris, dimanche, auprès de la Fédération algérienne de la discipline.

Le quatuor algérien composé de Sabri Medal, Kocella Mameri, Adel Hameg et Abderrahim Belarbi est entré en lice hier face à l'équipe de Thaïlande, dans un groupe comprenant également l'Indonésie et Chine Taïpei. Selon le directeur du «Développement et Formation» au sein de la fédération, Ali Debabeche, les quatre athlètes algériens ont effectué, en prévision des Mondiaux, un stage de

préparation «intensif» en France. Par ailleurs, la sélection nationale de badminton (messieurs et dames) s'apprête à prendre part aux Championnats d'Afrique prévus en Ouganda du 21 au 29 octobre.

Sont concernés par cette compétition, 11 athlètes dont cinq filles (Lynda Mazri, Hala Bouksani, Yasmina Chibah, Celia Mounib et Amina Mameri) qui se trouvent en stage au Centre de préparation des équipes nationales de Soudanie (Alger). Le groupe des messieurs comprend Seif-eddine Arbaoui, Abdelaziz Chefoun, ainsi que le quatuor qui prend part actuellement aux Mondiaux du Danemark et qui ralliera l'Ouganda le 18 octobre.

## Bougherra : «Des joueurs de l'équipe A feront partie de ma liste»

**L**e sélectionneur de l'équipe nationale A' composée de joueurs locaux, Madjid Bougherra, a confirmé de nouveau son intention de renforcer son équipe par des éléments issus de la sélection A, en vue de la Coupe arabe, prévue au Qatar du 30 novembre au 18 décembre. «Il était prévu que des joueurs de l'équipe A fassent partie du groupe qui sera présent au Qatar.

On aura une réunion avec le sélectionneur national Djamel Belmadi pour connaître les éléments qui feront partie de la liste», a indiqué Bougherra, samedi soir à l'issue du match amical disputé face au Bénin (3-1). La sélection des locaux, renforcée par quatre joueurs évoluant en Tunisie, a effectué un stage du 4 au 10 octobre, dans

le cadre de ses préparatifs en vue de la Coupe arabe de la Fifa. Il s'agit du troisième stage depuis la nomination de Bougherra à la tête de la sélection des locaux, après ceux organisés en juin et août derniers, ponctués par des matchs amicaux face au Liberia à Oran (5-1), la Syrie (2-1) et le Burundi (3-0) à Doha. «Pourquoi faire appel à des éléments de l'équipe A ? Plusieurs championnats, notamment ceux du Golfe et de Tunisie, seront à l'arrêt à cette période, ce qui implique que plusieurs joueurs seront inactifs. Je compte convoquer des joueurs évoluant au Golfe que je sélectionnerai dès le prochain stage», a-t-il conclu.

Des joueurs évoluant au Qatar, à savoir Djamel Benlamri (Qatar SC), Baghdad Bounedjah

(Al-Sadd) et Youcef Belaïli (Qatar SC), sont pressentis pour prendre part à cette Coupe arabe.

Lors du rendez-vous arabe, l'Algérie évoluera dans le groupe D, en compagnie de l'Egypte, du Soudan et du Liban.

Les coéquipiers de Réda Bensayah (JS Kabylie) entameront le tournoi le mercredi 1<sup>er</sup> décembre face au Soudan, au stade Ahmed-Ben Ali à Doha (11h00 algériennes), avant d'affronter le Liban, le samedi 4 décembre au stade Al-Janoub (20h00). Outre la prochaine Coupe arabe de la Fifa, la sélection algérienne A' prépare également le Championnat d'Afrique des nations (CHAN), prévu en 2023 en Algérie.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Incident au complexe de Fertial d'Arzew

## Le P-dg d'Asmidal exige une «enquête approfondie»

Le P-dg du Groupe Asmidal, filiale de la compagnie Sonatrach, Mohamed Tahar Heouaine, a exigé de mener des «enquêtes approfondies» sur les causes de l'incident survenu dimanche au niveau du complexe de la société Fertial d'Arzew et la réparation de l'unité endommagée dans les «meilleurs délais». Selon un communiqué du groupe, le P-dg du Groupe Asmidal s'est rendu sur place pour constater les dégâts matériels «non graves» causés par l'accident, où il a reçu des explications des responsables de l'usine sur les causes de l'incident et ses effets sur le processus de production. Lors de cette visite, M. Heouaine a insisté sur «la nécessité de mener des enquêtes approfondies pour découvrir les causes réelles de l'incident et d'effectuer les travaux de réparation et de maintenance afin de faire fonctionner l'unité dans les meilleurs délais», a précisé la même source. Le P-dg du Groupe Asmidal a instruit aussi les responsables de l'usine de tenir compte de la qualité de la réalisation et des prestations ainsi que du strict respect des règles de sécurité, a ajouté le

communiqué. «L'incident survenu à environ 09h08, au niveau de la section synthèse de l'unité N° 1 de production d'ammoniac 1, qui était en phase de redémarrage après des mois d'arrêt pour maintenance, a été bien maîtrisé à 09h35, par les agents de Fertial, assistés par les équipes d'intervention de la zone industrielle de Sonatrach à Arzew, sans affecter l'unité N° 2 qui continue sa production, permettant ainsi à l'entreprise de remplir ses engagements avec ses clients», a fait savoir le communiqué. N'ayant pas enregistré de victime, l'évaluation des dommages matériels au niveau de l'unité de production, que l'incident a engendrés, se poursuit afin que les travaux de réparation nécessaires puissent commencer, a-t-on également fait savoir. La société Fertial dispose de deux complexes de production d'engrais azotés et phosphatés, l'un situé à Annaba et l'autre à Arzew. Cette société par actions est détenue à 49 % par l'actionnaire espagnol Grupo Millar Vir (GVM), 34 % par le Groupe Asmidal et 17 % par l'entreprise ETRHB.

N. Y.

Football

## L'entraîneur de la Mauritanie démis de ses fonctions

Le sélectionneur de la Mauritanie, le Français Corentin Martins, a été démis de ses fonctions dans la nuit de dimanche à lundi, après le match nul concédé à Nouakchott face à la Tunisie (0-0), pour le compte de la 4<sup>e</sup> journée des qualifications, groupe B, pour la Coupe du monde 2022, a annoncé la Fédération mauritanienne de football

(FFRIM). «Officiellement, ce limogeage vient sanctionner des résultats très en-deçà des objectifs assignés au coach : après quatre journées, la Mauritanie ne compte qu'un petit point et ferme la marche du groupe B, loin derrière la Tunisie, la Guinée équatoriale et la Zambie», a indiqué le président de la FFRIM, Ahmed Ould Yahya.

R. S.

Mostaganem

## Démantèlement d'un réseau de harga

Les services de police de Mostaganem ont réussi à mettre fin aux activités d'un réseau de neuf personnes, spécialisée dans l'organisation de traversées clandestines par mer, a-t-on appris, hier, de la sûreté de wilaya.

La même source a précisé que l'opération a eu lieu suite à une plainte déposée par six personnes, selon laquelle elles ont été victimes d'escroquerie de la part de ce réseau. Les suspects leur ont subtilisé une somme de 4,2 millions de dinars, leurs téléphones mobiles et une autre somme en devises étrangères.

Les investigations ont révélé que les victimes se sont mises d'accord avec le principal suspect et ses complices pour l'organisation d'une traversée clandestine par mer à bord d'une embarcation contre la somme de 700 000 dinars pour chaque personne. Le réseau criminel a hébergé les candidats à la migration clandestine dans

deux logements, sis à Salamandre (commune de Mostaganem) et la commune d'Abdelmalek Ramdane, avant que les sommes d'argent convenues ne soient subtilisées ainsi que leurs téléphones mobiles, indique la même source. Sous l'accusation de trafic de migrants dans le cadre d'un groupe criminel organisé transfrontalier et escroquerie, les suspects ont été arrêtés et une procédure judiciaire a été lancée contre eux, indique la même source. Les membres du groupe ont été présentés devant le procureur de la République du tribunal de Mostaganem, qui a ordonné de placer deux suspects en détention provisoire. D'autre part, trois autres suspects ont été libérés, alors que les recherches se poursuivent pour retrouver les quatre autres actuellement en état de fuite.

K. L.

## Le dinar poursuit sa chute



Djalou@hotmail.com

Avancement de l'autoroute de Béjaïa

## Le wali presse les entreprises d'accélérer les travaux

■ Les travaux de la pénétrente autoroutière de Béjaïa ont été l'objet d'une séance de travail présidée mercredi dernier par le wali. Elle a réuni le président de l'APW, les responsables des entreprises en charge du projet (CRCC et SAPTA), un représentant de l'Agence nationale des autoroutes (ANA), le responsable du bureau d'études du projet et les directeurs de l'exécutif.

Par H. Chertfa

Les responsables des entreprises chargées de réaliser cette autoroute ont fermement été invités à renforcer les chantiers en moyens humains et matériels, afin de rattraper le retard accusé dans l'avancement des travaux qui ont atteint, soulignait-on, les 78 %. Le chef de l'exécutif a mis la pression sur les responsables des deux entreprises, les invitant à élaborer un programme d'exécution des travaux et définir la période et le

décalage de livraison. Sur ce point, «le premier responsable de la wilaya a insisté sur le respect des délais de livraison après la levée de toutes les contraintes, surtout celles relatives aux expropriations et aux indemnités des propriétaires terriens sur lequel se trouve le tracé de l'autoroute», a souligné la cellule de communication de la wilaya. Par ailleurs, une autre séance de travail a été tenue par le wali afin de coordonner l'action de l'exécutif et des secteurs en ce qui concerne leur intervention dans la réalisation des projets menés.

Avant-hier, Kamel Eddine Kerbouche a instruit les directeurs de l'exécutif et les chefs de daïra de poursuivre les efforts pour le développement des zones enclavées et surtout à prendre en charge les préoccupations de leurs habitants. En ce qui concerne le secteur de l'Education, il s'agit d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves, notamment la restauration, l'installation des appareils de chauffage dans les salles et la mise à la disposition des élèves du transport scolaire».

H. C.

Tribunal de Dar El Beïda

## 10 ans de prison ferme requis contre Tayeb Louh

Le procureur général près le tribunal criminel de Dar El Beïda (cour d'Alger) a requis, hier, une peine de 10 ans de prison ferme à l'encontre de l'ex-ministre de la Justice, Tayeb Louh, poursuivi pour entrave au bon déroulement de la justice, faux en écriture officielle et incitation à la partialité.

Le représentant du parquet a également requis l'interdiction à l'encontre de Louh.

Pour l'ancien secrétaire général du ministère, Laâdjine Zouaoui et l'ancien inspecteur général du même ministère, Tayeb Belhachemi, le procureur général a requis 7 ans de prison ferme et l'interdiction.

La même peine de prison ferme (7 ans) a été requise à l'endroit de Saïd Bouteflika, frère et conseiller de l'ancien Président Abdelaziz Bouteflika, et de l'homme d'affaires Ali

Haddad.

Le parquet général a requis une peine de 3 ans de prison à l'encontre du reste des accusés, à savoir les juges Mokhtar Belhachrah, Samoun Sid Ahmed, Khaled Bey, ainsi que l'avocat Derfouf Mustapha.

Ces derniers sont poursuivis pour leurs interventions, sur instructions de l'ancien ministre de la Justice, Tayeb Louh, dans la falsification de documents officiels et de jugements.

Parmi les affaires présentées,

l'affaire de l'annulation du mandat d'arrêt international émis contre l'ancien ministre de la Justice, Chakib Khellil, ainsi que l'affaire d'intervention, sur ordre du ministre de la Justice Louh, en vue de falsifier un procès-verbal avec effet rétroactif dans le but d'admettre une candidate lors des législatives de mai 2017.

Slim O.

Coronavirus

## Les contaminations sous la barre des 100 cas/jour

L'Algérie a enregistré 2 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 1 cas de moins que le bilan d'hier (3), portant à 5 855 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 98 cas, soit 9 cas de moins par rapport au bilan d'hier (107), pour atteindre, au total, 204 695 cas confirmés.

R. N.